

« Décarboner vraiment, c'est rompre avec les libertés individuelles, voire avec le pacte démocratique »

Frédérique Laget

L'historienne Frédérique Laget se demande si les gouvernements des principaux pays ont encore les moyens de limiter le dérèglement climatique.

Tribune. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a publié, lundi 9 août, un premier volet extrêmement pessimiste de son sixième rapport d'évaluation. Dans ce contexte, opposants politiques et citoyens impliqués n'ont pas manqué de rappeler au chef de l'Etat sa timidité en matière environnementale, sans oublier la décision récente du Conseil d'Etat, condamnant les pouvoirs publics à une amende de 10 millions d'euros pour ne pas avoir lutté efficacement contre la pollution atmosphérique.

Pourquoi les gouvernements – non seulement le nôtre, mais ses homologues également – n'agissent-ils pas plus frontalement contre le dérèglement climatique, dont nous savons tous aujourd'hui le degré de dangerosité et de déstabilisation profonde qu'il entraînera dans le monde ? De nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer la soumission des gouvernants aux « lobbys », aux « industriels » et aux « puissants », ce qui n'est évidemment pas faux, mais qui reste une réponse simpliste.

Quel que soit son bord politique, le

nœud du problème pour l'Etat est triple : d'abord, il lui faudrait prendre, pour décarboner l'économie, des mesures extrêmement dures, voire liberticides ; on pourrait évoquer une « économie de guerre » ; ensuite, il ne peut agir seul dans ce domaine, il faut nécessairement une coordination à l'échelle mondiale ; enfin, il lui faut lutter contre l'atomisation croissante des sociétés, où les intérêts particuliers tendent à empiéter sur l'intérêt commun qui présiderait à de telles mesures.

Comment, concrètement, décarboner l'économie française, si nous restons à l'échelle de notre pays ? Bien sûr, la question pourrait ne pas se poser en ces termes, puisque ce mouvement devrait s'accompagner dans un proche avenir des entreprises de captation de CO₂, que le GIEC évoquera dans le second volet de son rapport.

Interdictions et obligations

Envisageons toutefois la décarbonation seule. L'objectif pour la France serait d'atteindre une empreinte carbone par habitant de 3,7 tonnes de CO₂e (équivalent CO₂) en 2030, soit le tiers de ce qu'elle était en 2017.

Pour ce faire, **les** mesures à prendre toucheraient aussi bien **le** bâtiment (résidentiel ou tertiaire) que **les** mobilités, l'agriculture, l'énergie, la consommation ou encore l'aménagement du territoire.

Il faudrait que l'Etat prenne, pour **décarboner** l'économie, des mesures extrêmement dures, **voire** liberticides

Elles concerneraient la vie quotidienne de chacun d'entre nous : augmentation du renouvellement des équipements de chauffage, interdiction de construction de nouvelles maisons **individuelles** (toute construction neuve étant réservée à l'habitat collectif), mise en place d'un couvre-feu thermique dès 2025, interdiction des voitures thermiques dans **les** centres urbains dès 2024 (**les** villes devenant dédiées au vélo et aux transports en commun), limitation généralisée des températures dans **les** logements et **les** bureaux, obligation pour toute parcelle de jardin de devenir productive, fin de l'artificialisation des sols, interdiction de tout vol hors Europe non justifié (donc de confort ou non nécessaire), division par trois du flux vidéo consommé (moins de vidéos en ligne, jeux vidéo, réseaux sociaux), limitation à 1 kg du nombre de vêtements neufs mis sur **le** marché par personne et par an (contre 40 kg en 2017), limitation drastique de la consommation de viande, instauration de quotas sur **les** produits importés (chocolat, café, thé...), et bien entendu, reconversions et créations massives de nouveaux emplois.

Contrôle et surveillance

Peut-on espérer être élu sur un tel programme ? Et quand bien même un gouvernement en place décidait de **le** lancer, quel Conseil d'Etat, quel Conseil consti-

tutionnel **le** validerait ?

A ces mesures extrêmement contraignantes s'ajoute la nécessité d'une action collective à l'échelle mondiale. Il faudrait que des mesures similaires soient prises partout – faute de quoi, l'impact d'un Etat isolé sur **le** climat serait quasi nul, et **les** sacrifices engagés par la population ne pourraient se justifier – et qu'elles soient adaptées aux contextes locaux, qui ne sont pas **les** mêmes aux Etats-Unis (surconsommation) qu'au Niger (transition démographique).

Le contexte géopolitique actuel étant très instable, cet état de fait semble hautement improbable, et **les** différents gouvernements s'observent mutuellement dans une sorte de dilemme du prisonnier, chacun n'osant que des mesurées afin de ne pas être **le** seul à risquer d'entraîner sa population dans un basculement total de mode de vie.

Car **c'est** bien d'un changement de mode de vie qu'il s'agirait, et d'un changement piloté par l'Etat, assorti de contrôle et de surveillance des populations. Car, sans cela, comment s'assurer que **les** jardins particuliers ont bien tous un potager, et que personne n'a pu se procurer plus de vêtements ou de café qu'autorisé ?

Atomisation croissante des sociétés

C'est ici qu'apparaît **le** problème des gouvernants : **décarboner vraiment, c'est rompre avec les libertés individuelles, voire avec le pacte démocratique.**

Et pourtant, **c'est** cet ensemble de mesures qui pourrait permettre de limiter la catastrophe annoncée. **Le** problème **est** rendu d'autant plus aigu par l'atomisation croissante des sociétés, relevée aussi bien par Jérôme Fourquet

en France (L'Archipel français. Naissance d'une nation multiple et divisée, Seuil, 2019) que par **le** National Intelligence Council américain dans son rapport prospectif de mars 2021 : à l'échelle mondiale comme locale, **les** populations s'autonomisent par rapport aux Etats, se tournent vers **les** groupes partageant leurs idées, **voire** s'y enferment (**les** fameuses « bulles de filtre ») et s'engagent dans de nouvelles conflictualités, créant de profondes lignes de faille au sein même des États.

Cette montée en puissance des intérêts particuliers **est** pleinement illustrée dans **les** crispations révélées par la pandémie de Covid-19.

Nous sommes aujourd'hui au pied du mur : entre l'importance croissante, **voire** suprême, de la liberté individuelle, et **le** besoin d'Etat fort que la crise climatique va nécessairement engendrer dans un objectif de survie collective, qu'allons-nous choisir ? Je n'ai pas la réponse. Mais il **est** plus que jamais nécessaire de regarder la question en face.

Cet article est paru dans Le Monde (site web)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/09/03/decarboner-vraiment-c-est-rompre-avec-les-libertes-individuelles-voire-avec-le-pacte-democratique_6093217_3232.html

Note(s) :

Mis à jour : 2021-09-03 14:59 UTC +0200